



TABLEAU DE BORD : LE MAROC ET L'AMERIQUE LATINE

NOVEMBRE 2013

Contexte du déploiement diplomatique en Amérique latine : repères.

- **Visite Royale en 2004** : la visite effectuée par le Souverain, fin novembre, début décembre 2004, dans plusieurs pays latino-américains, à savoir le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou et le Mexique, en plus d'un séjour privé en République Dominicaine, la première du genre réalisée, dans la région, par un Chef d'Etat du monde arabe et africain, a permis d'insuffler, depuis, une véritable dynamique de renforcement du partenariat, particulièrement politique, entre le Maroc et ces Etats, de même qu'avec l'ensemble de la région latino-américaine en général.

- **Un réseau diplomatique marocain renforcé en Amérique latine** : le Maroc dispose actuellement de **7** Ambassades avec résidence en Argentine, au Chili, au Brésil, au Pérou, en Colombie, en République Dominicaine, au Guatemala et au Mexique, lesquelles couvrent d'autres pays latino-américains de la région. A ces Ambassades s'ajoutent plusieurs Consuls Honoraires du Maroc dans divers pays latino-américains.

- **Importante présence diplomatique latino-américaine au Maroc** : notre pays compte avec la présence de **9** Ambassades latino-américaines avec résidence à Rabat, à savoir celles de l'Argentine, du Chili, du Brésil, du Pérou, du Mexique, de la République Dominicaine, du Venezuela, du Paraguay et de la Colombie, qui vient d'ouvrir en 2013.

- **Activisme permanent des séparatistes** : l'Amérique latine est constamment en proie à un activisme acharné des séparatistes, qui ne cessent d'intensifier leurs manœuvres auprès des divers milieux latino-américains, notamment gouvernementaux, parlementaires, académiques et de la société civile, pour obtenir des soutiens en leur faveur et des revirements de positions à l'égard de la question du Sahara. Les soi-disant « ambassadeurs en mission » de la pseudo « RASD » présents sur place dans divers pays latino-américains (Argentine, Brésil, Chili, Colombie et Pérou) s'activent fortement auprès de ces milieux, parallèlement aux manœuvres menées par les soi-disant « ambassadeurs sahraouis » basés au Venezuela, au Panama, au Nicaragua, au Mexique, à Cuba et en Uruguay.

- **Elément clé de cet activisme : le dénommé Haj Ahmed Barikalah**. L'activisme des séparatistes dans la région est principalement conçu, encadré et dirigé par le dénommé Haj Ahmed Barikalah, soi-disant « ministre » de la pseudo « RASD » pour l'Amérique latine, qui constitue le « seul véritable élément agissant » en Amérique latine, de par « sa capacité de coordination » entre les relais et comités de soutien acquis à la pseudo « RASD », sa parfaite maîtrise de la langue espagnole, « son aisance » devant les médias et ses manœuvres continues auprès des milieux latino-américains, avec l'appui des « réseaux de sympathie » qu'il a réussi à se forger durant de longues années passées dans la région.

- **Etat des reconnaissances de la pseudo « RASD » sur le continent latino-américain** : la situation est telle aujourd'hui que sur le continent latino-américain, **8** pays ne reconnaissent pas la pseudo « RASD » (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, République Dominicaine, Guatemala et Costa Rica), contre **9** qui reconnaissent toujours cette entité fantôme (Bolivie, Equateur, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Venezuela, Uruguay, en plus du Salvador), sachant que le Honduras, qui avait gelé sa reconnaissance de la pseudo « RASD » en janvier 2000 vient de décider d'initier le processus de rétablissement de ses relations diplomatiques avec la pseudo « RASD » après une période de suspension de ces relations de près 13 années.

- **Une importante communauté juive marocaine à mettre à profit** : une importante communauté juive marocaine est installée en Amérique latine, notamment au Venezuela et en Argentine, laquelle se trouve bien introduite au sein des milieux gouvernementaux et financiers, des centres de décision ou des milieux associatifs et de la société civile. Cette communauté se trouve profondément liée au Maroc et ne cesse de réitérer son indéfectible attachement au Souverain.

Diagnostic des relations entre le Maroc et l'Amérique latine

Le bilan des actions engagées, jusqu'à présent, en direction du continent latino-américain fait état d'un renforcement significatif de la présence du Maroc dans la région, particulièrement en ce qui concerne le partenariat politique bilatéral et interrégional, bien que, sur le plan économique et commercial, la coopération reste toujours faible, en deçà des opportunités réelles qui s'offrent de part et d'autre.

A/ SUR LE PLAN POLITIQUE :

1- Renforcement des relations avec les pays amis traditionnels du Maroc : au cours des dernières années, le Royaume a développé d'excellentes relations politiques avec plusieurs partenaires latino-américains, notamment *l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou, le Guatemala et le Costa Rica*, en maintenant avec ces pays un dialogue permanent et des contacts réguliers au plus haut niveau. En 2012 et 2013, notre pays a pris part à l'investiture de divers Présidents latino-américains (Guatemala, République Dominicaine, Mexique et Paraguay), alors que plusieurs délégations latino-américaines, tant gouvernementales, notamment du Brésil, du Chili, du Costa Rica et du Pérou que parlementaires, de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou et du Chili, ont effectué des visites au Maroc. De même des délégations parlementaires marocaines se sont rendues dans divers pays latino-américains. En outre, la réouverture de l'Ambassade de la Colombie à Rabat, en 2013, l'annonce par le Guatemala de l'ouverture, en 2014, d'une Ambassade à Rabat et la décision du Chili d'ouvrir prochainement un bureau commercial à Casablanca, lequel devrait associer à l'avenir l'ensemble des pays membres de l'Alliance du Pacifique, à savoir, outre le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique, illustre le renforcement de ce partenariat politique.

Dans le même sens, une nouvelle approche a été adoptée par le Maroc en direction de l'Amérique centrale, où la présence du Maroc a été renforcée avec l'ouverture et le démarrage effectif depuis 2012 d'une Ambassade du Royaume au Guatemala, laquelle a permis de mieux repositionner le Royaume dans la région et de couvrir désormais des pays tels le Salvador, le Costa Rica et le Honduras, où l'activisme des séparatistes n'a cessé de croître.

2- Des pays à récupérer : dans l'objectif de ramener certains pays qui reconnaissent la pseudo « RASD », à de meilleurs sentiments à l'égard de notre Cause Nationale et de susciter ainsi des revirements dans la position qu'ils ont adopté sur la question du Sahara, des contacts sont actuellement menés dans ce sens, auprès du *Paraguay* et du *Panama* alors que des actions similaires ont concerné *le Salvador*, et que d'autres devront être prévues en direction *du Honduras et du Mexique*.

- **S'agissant du Paraguay**, qui avait rétabli ses relations diplomatiques avec la pseudo « RASD » en août 2011, des contacts sont actuellement en cours avec les nouvelles autorités paraguayennes (installées en août 2013) pour obtenir un retrait de la reconnaissance de la pseudo « RASD » par ce pays. Les perspectives restent positives puisque ces nouvelles autorités se sont engagées à œuvrer dans le sens d'un tel retrait, sachant que celui-ci conditionne une reprise, par le Maroc, des actions de coopération bilatérale favorables au Paraguay, telles l'importation de viandes bovines en provenance de ce pays et la contribution financière du Maroc au profit de programmes sociaux au Paraguay.

- ***S'agissant du Panama***, qui reconnaît la pseudo « RASD », et suite à la publication par le Ministère panaméen des Relations Extérieures d'un communiqué positif sur la question du Sahara, semblant dénoter d'une certaine prédisposition de ce pays à réviser sa position à l'égard de notre Cause Nationale, plusieurs contacts ont été initiés entre le Maroc et les autorités de ce pays, au plus haut niveau, lesquels pourraient augurer de l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations bilatérales. L'objectif est de préparer un changement dans la position de ce pays sur la question du Sahara, en contrepartie de l'établissement d'une coopération économique et commerciale entre les deux pays notamment en matière agricole, de fertilisants, maritime et portuaire entre autres. Les contacts se poursuivrent en l'objet, le Panama ayant annoncé sa décision d'ouvrir une Ambassade à Rabat en 2014, sans pour autant que ce pays ait, jusqu'à présent, annoncé une révision de sa position sur la question du Sahara.

- ***S'agissant du Salvador***, pays qui a maintenu jusqu'à présent une position ambiguë sur la question du Sahara, les autorités gouvernementales actuellement en place ayant remis en cause, en 2010, le gel de la reconnaissance de la pseudo « RASD » par ce pays en 1997, des contacts ont permis de sensibiliser ces autorités sur la nécessité de clarifier une telle position puis de parvenir, ensuite, à l'adoption, en septembre 2013, d'un communiqué conjoint entre les deux pays faisant notamment référence à la question du Sahara, et à l'appui du Salvador aux efforts des Nations Unies pour parvenir à une solution politique au différend. Bien que le Salvador n'ait pas réitéré tout gel ou retrait de reconnaissance de la pseudo « RASD », il souhaite vivement, en revanche, l'établissement d'une large coopération économique avec le Maroc.

- ***S'agissant du Honduras***, pays qui, après avoir suspendu sa reconnaissance de la pseudo « RASD » en janvier 2000, vient d'entamer un « processus de reprise de ses relations diplomatiques » avec la pseudo « RASD », suite à une rencontre entre le Président hondurien et le soi-disant « ministre » de la pseudo « RASD » pour l'Amérique latine et la publication d'un communiqué en l'objet, des actions ont dorénavant et déjà été engagées afin de sensibiliser les autorités de ce pays sur l'inopportunité de la décision qui a été prise quant à la question du Sahara. Toutefois, l'aboutissement des démarches marocaines dépendra du résultat des prochaines élections présidentielles prévues dans ce pays, le 24 novembre 2013, lesquelles pourraient porter la gauche radicale au pouvoir.

- ***S'agissant du Mexique***, qui reconnaît toujours la pseudo « RASD », une dynamique de rapprochement a été engagée en direction de ce pays, suite à la participation du Maroc, en décembre 2012, aux cérémonies d'investiture du nouveau Président mexicain. Les contacts maintenus à cette occasion avaient permis de noter auprès du gouvernement mexicain sa volonté de renforcer les relations bilatérales avec le Maroc et d'accorder la priorité à la dynamisation de la coopération économique entre nos deux pays. Il est ainsi souhaitable de poursuivre cette dynamique de manière à amener les autorités mexicaines actuellement en place à de meilleurs sentiments à l'égard de notre Cause Nationale.

3- Des relations « en froid » avec les pays de gauche radicale : un certain nombre de pays latino-américains, notamment *l'Uruguay* et ceux appartenant à l'« Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique » (ALBA), regroupant *le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, et le Nicaragua*, entre autres, restent entièrement acquis aux séparatistes, en raison de leur orientation idéologique « révolutionnaire », le dialogue étant quasiment inexistant avec de tels Etats dans les circonstances actuelles.

Le Maroc n'a d'ailleurs pas été invité à la cérémonie d'investiture du nouveau Président vénézuélien, M. Nicolas Maduro, et bien qu'il ait été représenté à celle du Président équatorien, M. Rafael Correa, par notre Ambassadeur en Colombie (qui couvre l'Equateur), aucune attente n'est à espérer de ces pays.

La reprise du dialogue avec les membres de l'ALBA dépendra des prochains développements qu'ils connaîtront sur le plan politique interne et des transitions gouvernementales qu'ils seraient éventuellement amenés à enregistrer. Tant que les gouvernements de ces pays continuent de maintenir leur discours « révolutionnaire » de gauche radicale, aucune action n'est pour l'heure envisageable en leur direction, puisque sans aucune retombée politique positive pour le Maroc, notamment sur la question du Sahara.

B/ SUR LE PLAN ECONOMIQUE :

Le volume des échanges commerciaux entre le Maroc et l'Amérique latine reste actuellement en deçà des potentialités réelles de nos pays au moment où cette région enregistre aujourd'hui des taux de croissance très positifs avec des économies en plein essor susceptibles d'offrir des opportunités intéressantes pour notre pays. Des actions ont déjà été entreprises avec plusieurs de nos partenaires du continent afin de dynamiser la coopération économique mais une réorientation de la stratégie diplomatique en la matière s'avère nécessaire, d'autant plus que le Maroc suscite un vif intérêt auprès des opérateurs économiques latino-américains en tant que tête de pont vers l'Afrique, le monde arabe et l'Europe. Aussi, cette stratégie se devrait de constituer aujourd'hui une priorité au regard des considérations suivantes :

- *Une région en constante croissance économique* : l'Amérique latine est aujourd'hui une des régions du monde qui enregistre un important taux de croissance économique, lequel est estimé à 3,8 % en 2013. La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région en 2012 a été supérieure à la croissance mondiale estimée à 2,2 %. Les pays latino-américains ont plutôt bien supporté la crise économique par rapport aux autres régions comme l'Europe qui est en récession ou aux Etats-Unis où la reprise économique reste timide. Il faut s'attendre ainsi à une croissance de 4,2 % en Amérique centrale et de 2,7 % en Amérique du Sud. C'est dans ce contexte que les relations des principales puissances mondiales avec cette région privilégient la dimension économique beaucoup plus que politique.

- *Une région où la présence économique de l'Algérie sert l'activisme des séparatistes* : l'Amérique latine est en proie, depuis ces derniers mois, à un activisme acharné des séparatistes, « facilité » par l'Algérie qui, usant de sa « carte économique » et de la présence de la compagnie « Sonatrach » dans plusieurs pays de la région, s'emploie à développer les relations commerciales avec ceux-ci, et partant, à influencer sur la position de certains Gouvernements latino-américains pour obtenir leur appui en faveur de la pseudo « RASD ». La présence de la compagnie algérienne « Sonatrach » en Amérique latine n'a cessé de se renforcer au cours des dernières années, sachant qu'elle participe activement au financement de plusieurs projets d'investissement en matière d'exploration gazière ou pétrolière dans la région, comme il en est le cas notamment au Pérou.

C/ SUR LE PLAN CULTUREL

Les relations culturelles avec l'Amérique latine ont connu une importante dynamique de renforcement, notre pays partageant avec cet ensemble régional un riche patrimoine historique commun en plus du facteur linguistique en tant que vecteur de rapprochement. Aujourd'hui, le Maroc dispose de deux structures culturelles en Amérique latine, à savoir :

- *le Centre Mohammed VI pour le Dialogue des Civilisations établi à Coquimbo au Chili*. Toutefois une réflexion a été engagée récemment afin de livrer une meilleure visibilité aux activités de ce Centre, avec la possibilité d'un transfert de son siège vers la capitale Santiago (400 kilomètres), et de dépasser les difficultés liées au statut juridique dudit Centre, en y apportant une solution sur la base d'une large interprétation de l'Accord Cadre bilatéral Culturel, de manière à permettre au centre en question de relever de notre Ambassade à Santiago et de jouir ainsi des privilèges et immunités diplomatiques qui découlent d'un tel statut (Ce dossier est actuellement traité au niveau de la Direction de la Coopération et de l'Action Culturelles, en coordination avec la Direction des Affaires Juridiques et des Traités)

- *l'espace culturel relevant de notre Ambassade à Brasilia* et qui vient d'être récemment inauguré.

Notre pays prend régulièrement part aux événements culturels, expositions, semaines et foires culturelles organisées dans les pays latino-américains.

D/ SUR LE PLAN INTERREGIONAL ET MULTILATERAL

Le Maroc, qui dispose du *statut de membre observateur* au sein de *l'Organisation des Etats américains (OEA)*, du *Secrétariat Général Ibéro américain (SEGIB)* et du *Parlement Andin (Parlandino)* participe régulièrement aux rencontres tenues dans le cadre de ces Organisations régionales.

En outre, il prend part aux processus interrégionaux tels les *Sommet Amérique du Sud/Pays arabes (ASPA)* et *Amérique du Sud/Afrique (ASA)*, de tels espaces étant propices aux échanges bilatéraux constructifs avec nos partenaires latino-américains.

Par ailleurs, et soucieux d'apporter sa contribution agissante sur l'ensemble des questions inscrites à l'ordre du jour international, le Maroc, en sa qualité de *membre non permanent au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies*, maintient une étroite coordination avec l'Argentine et le Guatemala, qui occupent actuellement le même siège au sein dudit Conseil.

Principales orientations et priorités pour la région latino-américaine

- **poursuivre l'étroite coordination avec les pays latino-américains siégeant au Conseil de Sécurité des Nations Unies** de manière à préserver leur appui en faveur du Maroc et de notre Cause Nationale (Guatemala – Argentine).
- **contrecarrer l'activisme sans cesse croissant des séparatistes** dans la région, sachant qu'ils tentent d'obtenir des soutiens en faveur de leurs thèses mensongères ou des revirements de positions de la part de certains pays latino-américains.
- **préserver les acquis obtenus jusqu'à présent par notre pays sur le sous-continent, et renforcer sa présence auprès des divers milieux latino-américains, notamment gouvernementaux, parlementaires, académiques, médiatiques et de la société civile.**
- **consolider le partenariat politique** avec plusieurs pays de la région en multipliant les contacts avec les autorités gouvernementales et parlementaires latino-américaines dans le cadre **d'échanges de visites constants, de consultations politiques périodiques** ou encore de **la participation de notre pays aux cérémonies d'investiture** des nouveaux Présidents latino-américains élus.
- **assurer une présence de notre pays** sur le plan régional **auprès des organismes tels l'Organisation des Etats Américains (OEA), le Secrétariat Général Ibéro américain (SEGIB), la Communauté Andine des Nations (CAN) ou la Communauté des Etats de la Caraïbe (CARICOM), et les divers Parlements régionaux (Parlandino, Parlatino et Parlacen)** de même qu'aux événements bi- régionaux tout en privilégiant l'obtention du statut de membre observateur auprès de diverses instances régionales américaines (des demandes ont été déposées auprès de la CAN et de la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud (ZPCAS) dans l'attente d'évaluer une éventuelle adhésion au Parlement centraméricain (Parlacen), au Système d'Intégration centraméricain (SICA), et à l'Alliance du Pacifique.
- **développer**, parallèlement, au renforcement du partenariat politique, **la coopération économique et les échanges commerciaux**, qui restent toujours très faibles et en deçà des potentialités réelles s'offrant dans divers secteurs porteurs, avec la réalisation de certaines visites d'opérateurs économiques de pays latino-américains au Maroc, dont notamment du Chili et la participation du Maroc aux événements économiques en Amérique latine.
- **encourager l'ouverture d'Ambassades latino-américaines** au Maroc (Guatemala et Panama en 2014) de même que le fonctionnement effectif de nouvelles structures telles le **bureau commercial de l'Agence chilienne de promotion des exportations, qui ouvrira prochainement à Casablanca et qui sera rejoint** par les pays de l'Alliance du Pacifique, en premier lieu **le Mexique.**
- **développer le cadre juridique de la coopération** dans divers domaines notamment **sur le plan économique** (négociations engagées avec **le Chili** pour la conclusion d'un **Accord commercial préférentiel** devant ouvrir la voie, à long terme, à un accord de libre échange entre nos deux pays en plus de l'établissement d'une coopération avec la République Dominicaine en matière de pêche maritime), académique et universitaire (Accords entre l'AMED et des Académies diplomatiques latino-américaines) ou encore culturel (Centre Coquimbo du Chili).

Eléments de langage – Amérique latine

- Rappeler que le Maroc accorde un intérêt particulier et une priorité au renforcement de la coopération politique, économique, culturelle et dans tous les domaines d'intérêt commun avec les pays d'Amérique latine notamment dans le cadre de la coopération Sud/Sud, sachant que depuis plusieurs décennies, le Maroc a consolidé sa position en Amérique Latine, au regard notamment du patrimoine commun qu'il partage avec la région. Une décision qui puise sa raison dans la nécessité d'assurer au pays une présence et une représentation diplomatique adéquates et de la volonté de rapprochement avec les peuples des pays latino-américains.
- Cette volonté a trouvé son couronnement dans la tournée que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, avait effectuée, en novembre/décembre 2004 dans plusieurs pays latino-américains (Mexique, Brésil, Pérou, Chili, Argentine, République Dominicaine), la première du genre réalisée, dans la région, par un Chef d'Etat du monde arabe et africain. Une visite qui a marqué les relations de notre pays avec le monde latino-américain par le nombre de décisions prises à cette occasion en matière de coopération multisectorielle et la mise en place de mécanismes à même lui assurer son développement.
- Le Maroc est heureux d'accueillir à Rabat plusieurs Ambassades latino-américaines parallèlement à l'ouverture de diverses Représentations Diplomatiques marocaines sur le continent latino-américain dans le cadre de son déploiement dans la région. Ainsi, le Maroc compte aujourd'hui avec 8 Ambassades en Amérique Latine, à savoir en Argentine, au Brésil, au Pérou, au Mexique, en Colombie, au Chili et à Saint Domingue, la dernière ouverture ayant concerné le Guatemala en 2011.
- La présence du Maroc dans cette région a été renforcée par son adhésion aux différentes organisations régionales, **notamment au niveau de l'Organisation des Etats Américains (OEA)** et du Secrétariat Général ibéro-américain (**SEGIB**) en tant que membre observateur et s'est engagé dans un processus l'ayant conduit à conclure un Accord de coopération avec le **Mercosur** (le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay). De la même manière, il dispose du statut d'observateur au sein du Parlement Andin.
- Rappeler le souhait du Maroc de multiplier dans ce cadre les échanges de visites entre responsables gouvernementaux, notamment dans le cadre des mécanismes de consultations politiques.
- Remercier les pays latino-américains pour leur appui suite à l'élection du Maroc en tant que membre non permanent au sein du Conseil de Sécurité pour la période 2012-2013 ;
- le Maroc souhaite renforcer le partenariat multilatéral et se félicite de la coopération qui existe au niveau des foras internationaux et des actions de coordination par un échange d'appuis réciproques aux candidatures à différentes organisations internationales.
- souligner l'intérêt du Maroc pour les avancées démocratiques enregistrées en Amérique latine ces dernières années, en rappelant que notre pays partage avec les pays de ce continent les mêmes valeurs de démocratie et de justice et qu'il suit avec attention les divers processus électoraux que connaît et que connaîtra la région en 2012.

- Informer sur les différents projets lancés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, dont la réforme de la Constitution, la création du Conseil National des Droits de l'Homme et l'ensemble des nouvelles structures ;
- Mettre en exergue le processus de Régionalisation Avancée qui constitue une expérience intéressante pour les pays latino-américains notamment dans la gestion des ressources locales et les relations avec les autorités centrales ;
- l'expérience marocaine en matière sociale, notamment d'habitat, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (INDH), d'urbanisme (villes satellites) peut constituer un modèle pour les pays latino-américains vu les difficultés ressenties dans ces secteurs et la volonté d'implanter de tels programmes dans les pays en question. De là, proposer une assistance technique, des projets de coopération et des échanges de visites pour s'enquérir de l'expérience marocaine ;
- Rappeler la place qu'occupe le Maroc dans le monde arabe, tant dans ses relations bilatérales que multilatérales au sein des organisations arabes telles la Ligue Arabe ou la Conférence Islamique et le Conseil de Coopération du Golfe, qui traduit la crédibilité dont jouit le Royaume sur la scène régionale et internationale et auprès de ses partenaires arabes ;
- Mettre l'accent sur le soutien actif du Maroc pour œuvrer de concert avec les autorités latino-américaines afin d'assurer le succès des Sommets Amérique du Sud/Pays Arabes (ASPA) et Amérique du Sud/Afrique (ASA), en réitérant la disposition du Royaume à soutenir et à accompagner les actions de coopération, notamment économiques et commerciales, entre les deux régions ;
- Souligner que le Maroc a mis en place un partenariat privilégié avec les Etats du continent africain ;
- Affirmer l'intérêt du Maroc pour le renforcement des échanges de visites entre délégations parlementaires et la volonté de renforcer la diplomatie parlementaire ;
- Rappeler la volonté du Maroc de renforcer les groupes d'amitié parlementaires entre le Maroc et les pays latino-américains constitués au niveau des Parlements respectifs et de dynamiser ces groupes d'amitié de manière à en faire un outil de communication entre les institutions législatives respectives, de défense des intérêts communs et de suivi de la coopération bilatérale ;
- signaler que le niveau des relations économiques et commerciales du Maroc avec l'Amérique Latine demeure faible en comparaison avec les potentialités dont disposent le Maroc et les pays latino-américains. Pour ce faire, suggérer la réalisation de visites de prospection et de missions d'hommes d'affaires pour explorer les opportunités qui s'offrent sur les marchés respectifs, la création de Comités entre le Maroc et les pays latino-américains pour la promotion du Commerce et des Investissements, à l'instar de celui existant entre le Maroc et le Brésil ;
- Rappeler que le Maroc partage de nombreuses affinités culturelles, linguistiques et civilisationnelles avec le continent latino-américain au regard de leur patrimoine historique commun qui a pénétré le continent latino-américain à travers Al Andalous.

- R  t  rer la volonté du Maroc de renforcer les relations culturelles avec les pays latino-américains à travers la consolidation du cadre juridique existant, l'organisation d'  v  nements artistiques et culturels ainsi que la participation active à toutes manifestations du genre.
- Développer la coopération interuniversitaire par la signature d'accords entre Universités et l'échange de professeurs et d'étudiants pour participer aux conférences et séminaires.